

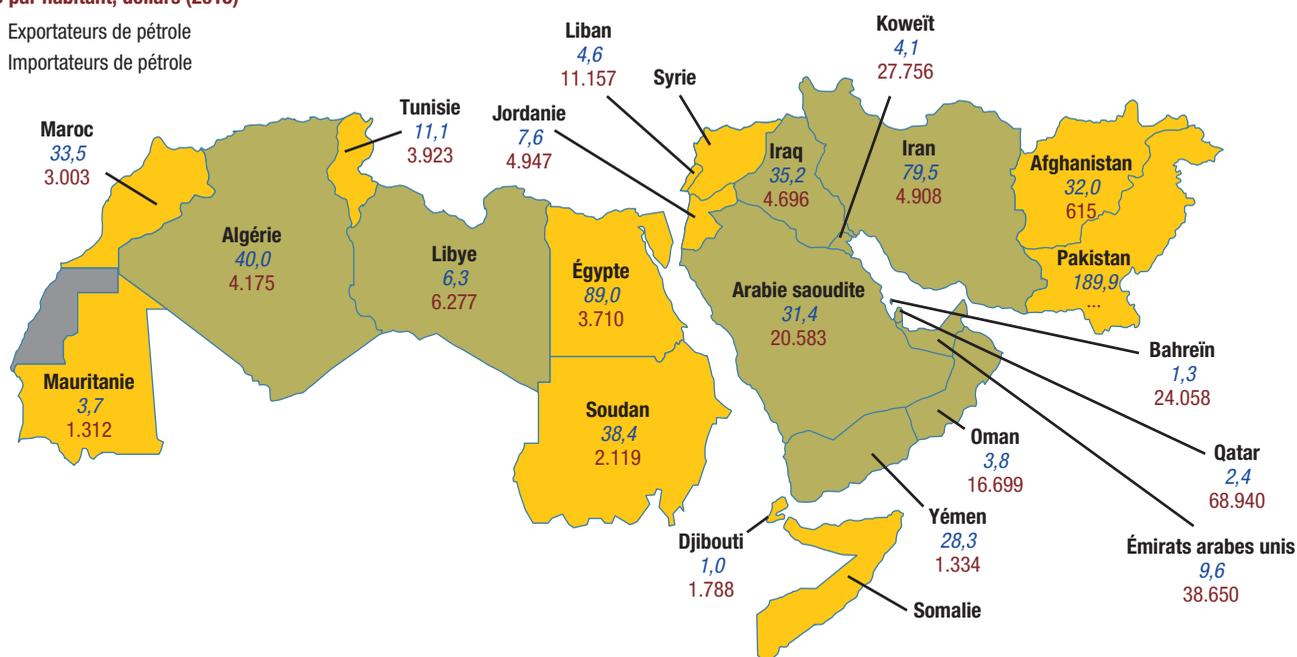
# Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan

## Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan

Population, millions d'habitants (2015)

PIB par habitant, dollars (2015)

- Exportateurs de pétrole
- Importateurs de pétrole



Sources : FMI, base de données des *Perspectives économiques régionales*; Microsoft Map Land.

Note : Les noms des pays et les frontières ne traduisent pas nécessairement la position officielle du FMI.

L'appartenance du territoire indiqué en gris fait l'objet d'un différend.



## Région MOANAP : principaux points

La chute des prix du pétrole et les conflits en cours continuent de peser sur les perspectives économiques de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP). Les incertitudes découlant des conflits en Iraq, en Libye, en Syrie et au Yémen minent la confiance, et les bas prix du pétrole ont des conséquences néfastes sur les exportations et l'activité économique des pays exportateurs de pétrole. Les pays importateurs profitent, quant à eux, des possibilités offertes par le faible coût du pétrole, bien que la baisse des envois de fonds originaires des pays exportateurs annule en partie leurs gains. La croissance de la région MOANAP sera modeste cette année, à 3½ %, et elle ne devrait guère progresser en 2017. Des incertitudes importantes entourent, toutefois, ces prévisions en raison des fluctuations des prix du pétrole et des menaces que représentent les conflits régionaux. Des transformations structurelles dans toute la région sont nécessaires afin d'améliorer les perspectives à moyen terme et de créer des emplois.

### Pays exportateurs de pétrole : s'adapter à un pétrole moins cher

Malgré de récentes augmentations, le prix du pétrole — principal déterminant des perspectives des pays exportateurs de la région MOANAP — devrait se maintenir à un niveau faible dans les prochaines années. L'activité économique des pays du CCG devrait ralentir cette année en dépit d'une hausse constante de la production d'hydrocarbures. Le rééquilibrage budgétaire et la réduction de la liquidité dans le secteur financier devraient faire baisser la croissance hors pétrole dans ces pays à 1¾ % en 2016, contre 3¾ % l'année dernière. Elle devrait rebondir à 3 % l'an prochain avec le ralentissement du rythme de l'assainissement budgétaire. À moyen terme, la modération du frein budgétaire et un redressement partiel des prix du

pétrole devraient porter la croissance hors pétrole des pays du CCG à 3½ %, bien en deçà du taux moyen de 7 % observé sur la période 2000–14. La croissance globale en Iran a été révisée à la hausse et devrait atteindre 4½ % cette année, en raison de l'augmentation plus rapide que prévu de la production de pétrole suite à la levée des sanctions. Les perspectives pour l'Iraq, la Libye et le Yémen restent tributaires d'un apaisement des conflits qui sévissent dans ces pays.

Les risques sont de nature baissière. L'effet négatif de l'assainissement des finances publiques et du resserrement de la liquidité sur la croissance pourrait être plus important qu'escompté. Les conflits régionaux pourraient s'intensifier. En outre, un ralentissement plus marqué de l'activité économique en Chine pourrait faire baisser davantage le prix des produits de base, tandis qu'un durcissement de la politique monétaire aux États-Unis plus rapide que prévu pourrait amplifier la volatilité financière mondiale, et ainsi limiter l'accès au financement international, en particulier pour les émetteurs moins bien notés. Quant aux risques à moyen terme, ils sont à la fois baissiers et haussiers. Les autorités pourraient accomplir des progrès plus rapides dans la mise en œuvre de leurs plans de réformes structurelles. Toutefois, étant donné la portée de la transformation économique prévue, ces plans pourraient rencontrer des obstacles, ce qui risquerait d'entraîner une forme de lassitude à l'égard des réformes.

Les efforts considérables de réduction des déficits déployés depuis l'an dernier se poursuivent, et le déficit budgétaire hors pétrole global pour 2016 devrait s'améliorer de plus de 5 % du PIB non pétrolier. Malgré les récentes mesures d'assainissement, dont les réformes salutaires des prix intérieurs de l'énergie, les déficits devraient rester élevés : tous les pays devraient enregistrer des déficits budgétaires cette année, et seuls les Émirats arabes unis, l'Iraq et le Koweït devraient afficher un excédent d'ici 2021. La poursuite du rééquilibrage

budgétaire est nécessaire; elle suppose des choix politiques difficiles et l'adoption de mesures bien calibrées pour protéger les populations les plus vulnérables.

En outre, les pays doivent accélérer leurs réformes structurelles afin de diversifier leur économie pour la rendre moins dépendante des hydrocarbures, renforcer le rôle du secteur privé et créer des emplois pour leur main-d'œuvre en croissance rapide. La transformation économique prévue, telle qu'elle apparaît dans les plans de diversification, prendra du temps. Une mise en œuvre rigoureuse et continue sera un facteur déterminant de réussite. Au fur et à mesure que l'économie se diversifiera, de nouvelles compétences seront nécessaires dans l'intérêt des nouveaux travailleurs et des travailleurs existants. L'amélioration des programmes d'éducation et de formation devrait viser prioritairement à réduire l'inadéquation des qualifications tout en anticipant les besoins futurs du secteur privé.

### **Pays importateurs de pétrole : promouvoir une croissance inclusive dans une conjoncture délicate**

Les récentes réformes et le repli des cours du pétrole ont permis aux pays importateurs de pétrole de la région de renforcer leur stabilité macroéconomique. Toutefois, la croissance reste faible et fragile : elle devrait atteindre 3½ % cette année avant de se redresser à 4¼ % en 2017. L'avancement continu des réformes, la modération du frein budgétaire et l'accroissement de la demande extérieure, en particulier de la zone euro, devraient accompagner la reprise. Néanmoins, dans un contexte marqué par la persistance d'obstacles structurels, la croissance à moyen terme restera vraisemblablement trop faible pour remédier au chômage élevé et renforcer l'inclusion.

En outre, des risques assombrissent ces perspectives. La lenteur des créations d'emploi et de l'amélioration des conditions de vie pourrait aggraver les tensions sociopolitiques, et les revers des transitions politiques et de la mise en

œuvre des réformes pourraient compromettre la reprise. L'aggravation des conflits régionaux pourrait amplifier les répercussions négatives. Enfin, le durcissement des conditions financières mondiales, dans un contexte marqué par le rééquilibrage de la Chine, la normalisation des taux d'intérêt aux États-Unis et les retombées du Brexit, pourrait limiter l'accès au financement. En revanche, les exportations pourraient augmenter plus rapidement si, par exemple, davantage de progrès étaient accomplis en matière d'accords commerciaux avec l'Union européenne. Le rééquilibrage de l'économie chinoise pourrait en outre élargir les débouchés pour les exportations de biens de consommation.

L'intensification de la dynamique des réformes est cruciale dans cette conjoncture difficile. Les réformes des subventions énergétiques et les mesures en faveur de l'accroissement des recettes ont donné plus de latitude aux pouvoirs publics pour réaliser des dépenses dans les infrastructures, la santé et l'éducation, ainsi que pour mettre en place des politiques d'aide sociale ciblées. Cependant, l'investissement et la croissance de la productivité sont trop faibles pour stimuler la croissance, la marge de manœuvre budgétaire est limitée par le coût élevé du service de la dette et le poids de la masse salariale, et, dans certains cas, les vulnérabilités externes restent fortes. Il est nécessaire de poursuivre l'assainissement des finances publiques afin d'améliorer le profil de la dette publique et de renforcer la marge de manœuvre disponible. Cet assainissement peut mettre l'accent sur des mesures ciblées en matière de recettes — suppression des exonérations fiscales, progressivité accrue des impôts sur le revenu et renforcement du recouvrement de l'impôt — ainsi que sur la poursuite de la redéfinition des priorités en matière de dépenses, en délaissant les subventions énergétiques universelles au profit de l'aide sociale ciblée, de l'investissement et d'autres domaines porteurs de croissance. Une plus grande flexibilité des taux de change permettrait de renforcer la compétitivité. Enfin, des réformes structurelles, en particulier dans les domaines de l'entreprise, du commerce et des marchés du travail et de la finance, sont nécessaires pour favoriser l'expansion du secteur privé et la création d'emploi.

**Région MOANAP : principaux indicateurs économiques, 2000–17**  
*(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)*

	Moyenne 2000–12	2013	2014	2015	Projections	
					2016	2017
<b>MOANAP<sup>1</sup></b>						
PIB réel (croissance annuelle)	5,2	2,4	2,7	2,3	3,4	3,4
Solde des transactions courantes	9,2	10,1	5,1	-4,0	-4,6	-2,6
Solde budgétaire global	2,8	0,0	-2,9	-8,8	-8,5	-6,0
Inflation (progression annuelle)	6,8	10,0	6,9	5,9	5,6	6,1
<b>Exportateurs de pétrole de la région MOANAP</b>						
PIB réel (croissance annuelle)	5,4	2,0	2,7	1,6	3,3	2,9
Solde des transactions courantes	13,4	15,1	8,3	-3,8	-4,4	-1,8
Solde budgétaire global	6,7	4,3	-0,7	-9,5	-9,2	-6,2
Inflation (progression annuelle)	7,5	10,4	5,8	5,5	4,7	4,2
<b>Dont : Conseil de coopération du Golfe (CCG)</b>						
PIB réel (croissance annuelle)	5,1	3,1	3,3	3,4	1,7	2,3
Solde des transactions courantes	17,0	21,4	13,6	-2,4	-3,7	-0,5
Solde budgétaire global	10,8	10,8	3,1	-9,4	-9,8	-6,9
Inflation (progression annuelle)	2,8	2,8	2,6	2,5	3,6	2,6
<b>Importateurs de pétrole de la région MOANAP</b>						
PIB réel (croissance annuelle)	4,6	3,2	2,9	3,8	3,6	4,2
Solde des transactions courantes	-2,5	-5,1	-4,4	-4,5	-4,8	-4,7
Solde budgétaire global	-5,2	-9,4	-7,8	-7,3	-7,0	-5,8
Inflation (progression annuelle)	5,5	9,1	9,4	6,6	7,4	9,8
<b>MOAN<sup>1</sup></b>						
PIB réel (croissance annuelle)	5,3	2,2	2,6	2,1	3,2	3,2
Solde des transactions courantes	10,0	10,9	5,6	-4,4	-5,0	-2,8
Solde budgétaire global	3,7	0,9	-2,7	-9,3	-9,1	-6,4
Inflation (progression annuelle)	6,6	10,3	6,8	6,1	6,0	6,2
<b>Importateurs de pétrole de la région MOAN</b>						
PIB réel (croissance annuelle)	4,6	2,9	2,3	3,8	3,1	3,8
Solde des transactions courantes	-3,2	-7,1	-5,9	-6,2	-6,7	-6,3
Solde budgétaire global	-5,7	-10,2	-9,5	-8,6	-8,6	-7,1
Inflation (progression annuelle)	4,1	10,1	9,9	8,0	9,9	12,3

Sources : autorités nationales; calculs et projections des services du FMI.

Note : Les données se rapportent aux exercices pour les pays suivants : Afghanistan (21 mars/20 mars jusqu'en 2011, et 21 décembre/20 décembre par la suite), Iran (21 mars/20 mars) et Égypte et Pakistan (juillet/juin). Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen. Pays du CCG : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar. Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Soudan, Syrie et Tunisie. MOAN : MOANAP hors Afghanistan et Pakistan.

<sup>1</sup>Les données relatives à la période 2011–17 excluent la République arabe syrienne.